

**Kosovo - Intervention de la
représentante permanent adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 16 août 2017)

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, le ministre serbe des affaires étrangères, M. Dacic et l'ambassadrice du Kosovo, Mme Citaku, pour leurs présentations.

Monsieur le Président,

Je débiterai mon intervention en rappelant, à mon tour, une nouvelle fois, notre souhait d'une révision du rythme d'examen de la situation au Kosovo par le conseil de sécurité. Alors que le Conseil fait face à une charge de travail en constante augmentation, rien ne justifie plus le maintien de briefings trimestriels sur la question du Kosovo, dont la situation n'est pas comparable à celle des crises pour lesquelles l'engagement intensif de notre Conseil est essentiel.

Nous pensons également que les développements positifs enregistrés ces dernières années au Kosovo en matière de consolidation des institutions justifient la poursuite du recentrage des actions de la MINUK et de leur coordination avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo. L'immobilisme actuel n'est pas satisfaisant alors que notre responsabilité, en tant que membres du conseil de sécurité, est de veiller à ce que les moyens déployés par les Nations unies soient pleinement adaptés à la situation sur le terrain. Cela n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui au Kosovo.

La France se félicite de la tenue dans le calme des récentes élections parlementaires anticipées au Kosovo, en présence de nombreux observateurs internationaux. Il s'agit d'un nouveau succès dans la construction d'une culture parlementaire et démocratique apaisée dans ce pays, qui illustre une nouvelle fois les progrès considérables réalisés depuis son indépendance. Transparentes et paisibles dans la plus grande partie du Kosovo, les élections ont toutefois été entachées d'irrégularités qui font apparaître la nécessité d'améliorer encore le système électoral. Nous déplorons également le climat d'intimidation et de violences contre certains candidats et leurs électeurs dans les municipalités serbes du Kosovo.

Il est essentiel que le nouveau gouvernement, une fois en place, reprenne sans délai la mise en oeuvre des réformes essentielles pour l'avenir du pays : le renforcement de l'État de droit, qui est une condition sine qua non du rapprochement européen, le développement économique et la pleine mise en oeuvre de l'agenda européen des réformes. Il est également déterminant que les forces politiques qui n'appartiendront pas au prochain gouvernement s'engagent dans un travail d'opposition constructive, et privilégient l'esprit de compromis.

Après les épisodes de tensions des derniers mois entre Belgrade et Pristina, nous attendons plus que jamais de l'ensemble des acteurs qu'ils fassent preuve de responsabilité et de retenue. La résurgence de discours nationalistes, parfois teintés de références communautaires, est porteuse de danger pour la stabilité de la région, à laquelle les populations du Kosovo et de la Serbie aspirent pourtant toutes deux.

Monsieur le Président, la France est convaincue que l'avenir du Kosovo ne se joue désormais plus prioritairement au sein de ce Conseil, mais bien dans le cadre du dialogue politique entre Belgrade et Pristina mené sous l'égide de l'Union européenne. L'Union européenne est très claire à ce sujet : pour la Serbie comme pour le Kosovo, le rapprochement européen est conditionné par la normalisation de leurs relations.

Il importe à cet égard que les parties fassent preuve de bonne volonté et d'un engagement volontariste, au plus haut niveau. Au-delà des déclarations d'intention, nous attendons que l'ensemble des accords conclus en 2013 puis en 2015 soient effectivement mis en oeuvre dans les meilleurs délais, y compris s'agissant de la création de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe, qui constitue un élément clé du dialogue.

Nous saluons les efforts de médiation menés depuis le début de l'année par l'Union européenne et sa Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, et espérons que la rencontre du 3 juillet dernier entre les présidents Thaci et Vucic permettra de revivifier véritablement le dialogue. Nous appelons instamment les autorités kosovares et serbes à intensifier leurs efforts en ce sens, afin de produire davantage de résultats concrets dans les mois à venir. Chaque partie doit faire sa part du chemin en adoptant une attitude constructive et en s'abstenant de toute provocation inutile voire dangereuse pour la stabilité de la région.

Enfin, la poursuite des efforts engagés pour la consolidation de l'État de droit au Kosovo doit par ailleurs demeurer une priorité. C'est une exigence européenne très forte, que nous soutenons : qu'il s'agisse du renforcement des capacités administratives, de la justice ou de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, beaucoup doit encore être fait. Cela passe aussi par la lutte contre la radicalisation, sous toutes ses formes. Et nous saluons à ce titre l'engagement inconditionnel du Kosovo en la matière, au plan local comme au sein de la coalition internationale contre Daech.

Je vous remercie./.